

**Montreuil, le 26 octobre 2026 – Communiqué de la Fédération CGT des services publics**

La Fédération CGT des Services publics exprime son émoi et sa profonde indignation face à l'attentat raciste et islamophobe perpétré à Trappes ce 23 octobre 2026. Une fois de plus, le racisme tue en France. Voilà où mène le silence des uns et la bienveillance des autres face aux propos et postures racistes et xénophobes devenus monnaie courante. Nous ne le dirons jamais assez, l'extrême droite est un danger contre lequel notre combat doit être quotidien.

La grande mobilisation à Orléans organisée contre le congrès du Rassemblement National est une étape de plus dans la lutte contre l'extrême droite et la prolifération de leurs idées nauséabondes. Notre place est d'être là où ils sont et de les combattre sur leur terrain en démontrant leur imposture sociale et en rappelant leurs propos et postures abjectes, ainsi que leurs positions et votes contre l'intérêt des travailleur-euses.

Dans le même temps, la réélection de Lula au Brésil face à Bolsonaro et la victoire de la liste étudiante aux législatives en Serbie face au dirigeant nationaliste démontrent qu'aucune victoire de l'extrême droite n'est inéluctable et que la mobilisation populaire demeure un levier décisif pour ouvrir d'autres perspectives.

La Fédération CGT des Services publics dénonce avec gravité les nombreuses attaques subies par les manifestant-es de la part de groupes d'extrême droite. Nous recensons pour l'heure des attaques de ce type à Nice, Rouen, Annecy, Dijon, Nancy, Tours, Montpellier, Lyon et Saint-Étienne, la liste n'étant pas exhaustive pour autant. Cela atteste d'une stratégie coordonnée au niveau national et d'une volonté de l'extrême droite d'imposer leurs idées crasses par la force et la peur. Dans plusieurs cas, la collusion entre les forces de l'ordre et ces groupes de fascistes est évidente, avec une protection assumée de ceux-ci par les forces de l'ordre. Certaines interventions policières ont même été faites contre celles et ceux qui étaient en train d'être agressé-es par ces éléments fascistes. Là-dessus aussi, le gouvernement devra répondre de ces dérives intolérables.

Ce 24 octobre, ce sont plusieurs centaines de milliers de salarié-es, d'agent-es, de retraité-es et de jeunes qui ont bravé les nombreuses interdictions de manifester et qui se sont retrouvé-es dans la rue pour exprimer leur colère face à la vie chère et aux décisions politiques qui saccagent nos vies. Alors même que le gouvernement faisait le pari d'une démobilisation de la jeunesse et ne répondait que par une posture autoritaire, celle-ci demeure bel et bien mobilisée et revendique encore plus fort son aspiration à un autre avenir. Ses revendications légitimes rejoignent les nôtres et la volonté d'obtenir satisfaction sur nos exigences en faveur du progrès social est commune.

Face au refus du gouvernement de répondre aux revendications exprimées dans les mobilisations, il est désormais nécessaire de franchir une nouvelle étape dans le rapport de force. La grève et sa généralisation demeurent l'outil le plus efficace dont disposent les travailleur-euses pour se faire entendre et imposer d'autres choix sociaux, budgétaires et démocratiques.

La Fédération CGT des Services publics appelle chacun de ses syndicats à déposer des préavis locaux construits sur les revendications locales et à faire du 5 novembre une date de convergence des luttes et une étape essentielle en direction de la grève générale.

Toutes et tous en grève et dans la rue le 5 novembre.